

La lettre d'information du groupe Front de gauche du Conseil régional d'Île-de-France

FRONT DE GAUCHE

* îledeFrance

PCF
Parti communiste français

Parti de
Gauche
ÉCOLOGIE · SOCIALISME · RÉPUBLIQUE

ENSEMBLE!

République
Socialisme

Clause Molière, ou clause Tartuffe ?

A quelques semaines de la présidentielle, Pécresse chasse sur les terres du FN en introduisant dans le débat régional le thème de la préférence nationale comme élément structurant d'une politique publique. A travers la clause dite « Molière » elle veut exclure des marchés publics régionaux les entreprises ayant des salarié.e.s ne parlant pas le français.

Cette clause abusive et discriminatoire s'en prend en fait à l'ensemble des travailleurs étrangers présents sur le territoire, sans pour autant régler le problème du dumping social. Les députés de droite au Parlement européen ne se sont d'ailleurs jamais opposés à la directive sur le travail détaché. Plus qu'une clause Molière, c'est donc une clause Tartuffe, une mesure inefficace qui, nous l'espérons, sera probablement retoquée car illégale.

A l'inverse, nous avons proposé de mettre fin à l'hypocrisie en interpellant l'Etat pour qu'il régularise les milliers de travailleurs sans-papiers d'Île-de-France, honteusement maintenus dans l'illégalité alors qu'ils contribuent au dynamisme économique de notre région.

Les élu-e-s du groupe
Front de gauche

Investissements dans les lycées : une opération d'enfumage ?

La séance de mars du conseil régional a vu l'examen d'un document particulièrement important : le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) dans les lycées franciliens. Mobilisé depuis des mois aux côtés de la communauté éducative francilienne, notre groupe a rappelé les exigences nécessaires pour répondre à ses attentes.

Avec ce PPI, 5,1 milliards d'euros sont annoncés pour construire ou rénover des établissements. Notre groupe qui soutient l'investissement public, ne peut que s'en réjouir, notamment concernant les projets impactant des villes populaires, comme Bagneux ou Montreuil.

Pour autant ce plan reste très problématique à plusieurs égards. Tout d'abord, l'absence totale de concertation a provoqué l'indignation de l'ensemble de la communauté éducative, du CESER et de nombre d'élus régionaux.

Sans compter que ce plan n'est accompagné d'aucun calendrier de priorisation des travaux. Aucun bilan annuel n'est prévu, ce qui laissera les mains libres à la droite pour appliquer ou non les décisions d'investissement de notre collectivité, et ce, en fonction

de ses propres critères. D'autre part les besoins en équipements sportifs ou en lycées professionnels et agricoles n'ont pas été pris en compte. Enfin, la droite donne priorité aux constructions en Partenariats Public-Privé (PPP), une formule coûteuse et inefficace, qui ne sert qu'à engraisser quelques grands groupes du BTP sur les deniers publics.



En définitive avec ce Plan d'investissement nous risquons d'assister à une vaste opération d'enfumage, qui a pour objectif de mettre en avant l'action de Pécresse en période élec-

torale plutôt que d'améliorer réellement la qualité du service public d'éducation. L'abstention critique de notre groupe lors du débat s'accompagnera donc d'une grande vigilance tout au long de l'exécution de ce plan durant les prochaines années.

Céline MALAISIÉ, présidente de groupe

Nos interventions en séance

Economie : protégeons mieux nos PME et les salariés, par Vanessa GHIATI

Avec le Small Business Act, Péresse entend favoriser l'accès des petites entreprises à la commande publique régionale. Sur le principe, on ne peut qu'y souscrire. En revanche, la région doit aller beaucoup plus loin dans la protection des salarié.e.s, en luttant contre les fraudes au droit du travail. Plutôt que de céder aux sirènes de la préférence nationale avec la Clause Molière (voir édito) Péresse ferait mieux de faire preuve de courage politique en créant des dispositifs de contrôle démocratique des dépenses publiques en direction des entreprises.

Laïcité : Péresse joue avec le feu par électoralisme, par Céline MALAISÉ

Sur un thème aussi important de la « charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité », Péresse aurait pu rassembler l'ensemble des forces démocratiques. Ce n'était manifestement pas sa volonté tant le débat a été impossible. Empiétant sur les compétences de l'Etat qui seul peut légiférer sur les libertés publiques, Péresse a instrumentalisé la laïcité et l'a réduite à la seule neutralité de l'Etat oubliant la liberté de culte et l'égalité devant la loi. Avec l'adoption de cette charte qui s'appliquera aux agents de la région, aux associations et aux usagers des services régionaux, la droite dévoie l'esprit et la loi de 1905 en voulant stigmatiser une partie de nos concitoyen.ne.s.

Alimentation Bio : Péresse piétine la démocratie et méprise la santé des Francilien.ne.s, par Jean-Michel RUIZ

Alors que le groupe EELV présentait un rapport ayant pour objectif d'arriver à 50% d'alimentation biologique dans les cantines des lycées, nous avons assisté à un gigantesque déni de démocratie. Plutôt que de débattre sur le fond, Péresse a préféré user d'un tour de passe-passe et vider la proposition du groupe écologiste de son contenu. Nous regrettons ces méthodes, et appelons à un vrai débat sur les objectifs alimentaires. Le développement d'une agriculture biologique, paysanne, en circuits locaux est une urgence sanitaire et environnementale et majeure, il s'agit maintenant d'y répondre.

De nouveaux coups sur les agents régionaux, par Michel JALLAMION

Après le déménagement à marche forcée et les open space imposés, après l'annonce des suppressions de postes, la droite a une nouvelle mauvaise surprise pour les agents. Dans un cadre réglementaire assez flou, des heures supplémentaires seront mises en place pour pallier à la désorganisation des services (que nous dénonçons il y a plusieurs mois déjà). Si nous ne sommes pas opposés à l'expérimentation du télétravail, cela doit s'accompagner de moyens financiers à la hauteur des enjeux, et ne peut se résumer à l'octroi d'un ordinateur.

Culture : organismes associés en danger ! par Clémentine AUTAIN

Sur la politique du spectacle vivant comme sur celle du livre, les orientations annoncées peuvent sembler satisfaisantes. Cependant le diable est dans les détails : on nous annonce de grands objectifs, sans préciser qui les mettra en œuvre, sachant que le budget culture est en baisse. Or, au vu de la situation d'ARCADI, du MOTif et de bien d'autres organismes associés à la Région, nos inquiétudes sont fondées. Ces structures voient leurs missions, leurs financements et leurs postes remis en cause. Pour notre groupe donc, pas de chèque en blanc à la politique culturelle de Péresse : nous voulons connaître l'avenir des organismes associés.

Expo 2025 : la Région doit être une actrice exigeante, par Vanessa GHIATI

160 000 emplois, 23 milliards de retombées économiques... Le projet d'exposition universelle en Île-de-France en 2025 est à prendre au sérieux. En adhérant au groupement d'intérêt public qui mettra en œuvre l'exposition, la Région devrait s'engager pour que cet événement ne soit pas une vitrine des grandes puissances économiques et financières, valorisant le profit à court terme. Le choix du lieu d'accueil sera primordial, de même que la consultation et l'association des territoires, notamment populaires, au processus. Nous serons également vigilant.e.s à ce que la maîtrise des chantiers d'aménagement soit publique.

Péresse, la candidate de la voiture

par Fabien Guillaud-Bataille

Pour les usagers, la « révolution des transports » tant annoncée se fait toujours attendre. Derrière les nouvelles annonces « anti-bouchons », la droite impose sa thèse favorite : l'avenir des déplacements, c'est la voiture ! Pour nous, le vrai plan anti-bouchon est simple : commençons par libérer nos routes des milliers de poids lourds qui les empruntent chaque jour, en développant le transport de marchandises ferré et fluvial. Il faut aussi investir davantage dans les transports en commun et inciter à leur usage : là aussi Valérie Péresse ne tient pas ses promesses ! A l'inverse, elle prévoit une nouvelle augmentation du tarif du Passe Navigo, qui serait dramatique d'un point de vue social et écologique.

Pour développer les espaces verts, sauvons l'AEV, par Didier MIGNOT

Nous souscrivons tout à fait à l'objectif de protéger et développer les espaces verts, notamment dans les communes qui en manquent. Pourtant si Péresse veut être cohérente, pourquoi sabre-t-elle le budget de l'Agence des Espaces Verts ? Les missions de l'AEV consistent justement à préserver, développer et éduquer à l'environnement, autour des espaces verts. Au côté des salarié.e.s, nous demandons des garanties pour les missions et emplois de l'AEV. Sans cela, le Plan Vert ne reposera sur rien.

Sport/Loisirs : l'accès pour tou.te.s plutôt que l'élitisme, par Lamine CAMARA

La politique sportive de Péresse tient en deux mots : élitisme et compétition, tout cela au détriment de la pratique amateur et des petits clubs et associations. Encore une fois la droite a fait son choix. On retrouve cette même logique pour les loisirs : Péresse refuse de privilégier les communes populaires développant de vraies ambitions en terme d'accès de tou.te.s aux vacances.

Les élu-e-s du groupe front de gauche de la région Île-de-France



Céline MALAISÉ
(75) -PCF
Présidente de groupe



Clémentine AUTAIN
(93) - Ensemble



Lamine CAMARA
(91) -PCF



Eric COQUEREL
(75) -PG



Taylan COSKUN
(93) -PCF



Sylvie FUCHS
(77) -PCF



Vanessa GHIATI
(92) -PCF



Fabien GUILLAUD-BATAILLE
(94) -PCF



Michel JALLAMION
(75) -République & Socialisme



Didier MIGNOT
(93) -PCF



Jean-Michel RUIZ
(95) -PCF